



**PRÉFET
DU MORBIHAN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DREAL Bretagne

Unité départementale du Morbihan
34, rue Jules Legrand
56100 Lorient

Lorient, le 30/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/04/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MIX BUFFET (GUER)

Parc d'Activités du Val Coric
BP 101
56380 Guer

Références : LH/2024/E
Code AIOT : 0005503567

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/04/2024 dans l'établissement MIX BUFFET (GUER) implanté Parc d'Activités du Val Coric BP 101 56380 Guer. L'inspection a été annoncée le 27/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

-

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MIX BUFFET (GUER)
- Parc d'Activités du Val Coric BP 101 56380 Guer
- Code AIOT : 0005503567

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Mix Buffet exploite une usine de fabrication de plats préparés (salades fraîches, wraps, pizzas) sur le parc d'activités du Val Coric à GUER (56380). L'exploitation de cet établissement est régulièrement autorisée par arrêté préfectoral du 30 mars 2016 pour une production de 50 000 tonnes de produits finis par an.

Le site emploie près de 1000 personnes (ETP) en CDI et CDD et jusqu'à 1500 personnes avec les intérimaires en pleine saison d'activité (travail en 2x8).

L'inspection a porté sur la vérification, par sondage, de la bonne mise en œuvre par l'exploitant des prescriptions de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 et son annexe I.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Produits de traitement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 9	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Carnet de suivi des interventions sur l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.IV.2	Sans objet
2	Référents et formation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23	Sans objet
3	Réalisation et actualisation de l'analyse méthodique des risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a	Sans objet
4	Plan d'entretien et de surveillance	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b	Sans objet
6	Indicateurs physico-chimiques et microbiologiques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3	Sans objet
7	Procédures écrites	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b-----26.I.1.c	Sans objet
8	Obligation de port d'EPI	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.VI	Sans objet
9	Emplacement et marquage du point de	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.b	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	prélèvement		

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Pour les contrôles effectués par sondage, l'inspection a constaté que l'exploitant a mis en place l'organisation, les moyens et les procédures lui permettant d'assurer un bon suivi des tours aéroréfrigérantes (TAR) et d'être réactif en cas de dépassements de seuils de légionelles.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Carnet de suivi des interventions sur l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.IV.2
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles sur le terrain
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi qui mentionne :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement (mesure ou estimation) ; - les quantités de produits de traitement préventif et curatif consommées chaque année ; - les périodes d'utilisation (toute l'année ou saisonnière) et le mode de fonctionnement pendant ces périodes (intermittent ou continu) ; - les périodes d'arrêts complet ou partiels ; - le tableau des dérives constatées pour la concentration en <i>Legionella pneumophila</i>, permettant le suivi de la mise en œuvre des actions correctives correspondantes ; - les dérives constatées pour les autres indicateurs de suivi ; - les actions préventives, curatives et correctives effectuées sur l'installation, notamment les opérations de vidange, de nettoyage ou de désinfection curatives (dates / nature des opérations / identification des intervenants / nature et concentration des produits de traitement / conditions de mise en œuvre) ; - les vérifications et interventions spécifiques sur les dévésiculeurs ; - les modifications apportées aux installations. <p>Sont annexés au carnet de suivi :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le plan des installations comprenant notamment le schéma de principe à jour des circuits de refroidissement avec identification du lieu de prélèvement pour analyse, des lieux d'injection des traitements chimiques ; - l'analyse méthodique des risques et ses actualisations successives depuis le dernier contrôle ; - les plans d'entretien et de surveillance et les procédures de gestion du risque de légionelles ; - le plan de formation ; - les rapports d'incident et de vérification ; - les bilans annuels successifs depuis le dernier contrôle de l'inspection des installations classées ou d'un organisme agréé, tels que définis au point V, relatifs aux résultats des mesures et analyses ; - les résultats des prélèvements et analyses effectuées pour le suivi des concentrations en <i>Legionella pneumophila</i> et des indicateurs jugés pertinents pour l'installation, tels que définis au point I.3 ci-dessus ;

<p>- les résultats de la surveillance des rejets dans l'eau tels que définie à l'article 5.5.</p> <p>Le carnet de suivi est propriété de l'installation.</p> <p>Le carnet de suivi et les documents annexés sont tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées. Dans le cas où ces documents sont dématérialisés, ils sont rassemblés ou peuvent être imprimés de manière à être mis à disposition rapidement lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées, un contrôle périodique ou une vérification.</p>
<p>Constats :</p> <p>8 tours aéroréfrigérantes (TAR) sont exploitées.</p> <p>Le suivi des TAR est informatisé et comporte l'ensemble des informations attendues dont les annexes. Les documents sont imprimables et un certain nombre d'entre eux ont été transmis à l'inspection préalablement à la visite.</p> <p>Par sondage, l'inspection a demandé à l'exploitant de présenter le rapport du dernier nettoyage préventif des TAR n°4 et n°5: leur nettoyage a été réalisé respectivement les 5 et 9 mars 2024 par la société AQS. A noter que le nettoyage préventif est réalisé semestriellement (requis a minima une fois par an selon l'article 3.7.I.2.c de l'arrêté ministériel du 14/12/2013).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Référents et formation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Référents et formation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le plan de formation contient la liste des personnes intervenant sur l'installation, précisant fonction, types de formations suivies, date de la dernière formation suivie et les attestations de formation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'ensemble du personnel habilité à l'entretien et à la conduite des TAR fait l'objet d'une formation régulière, suivant le plan de formation prévu. Les attestations présentées montrent que les formations suivies datent de moins de 5 ans (octobre 2019 pour la plus ancienne). La formation est dispensée par APAVE Formation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Réalisation et actualisation de l'analyse méthodique des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a
Thème(s) : Risques chroniques, Analyse méthodique des risques
Prescription contrôlée : Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. [...] En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et a minima une par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.
Constats : L'ensemble des TAR a fait l'objet d'une révision de l'AMR le 22 mars 2024. Sa révision est programmée au premier trimestre de chaque année. A noter que suite au dépassement du seuil de 100 000 UFC/L sur la TAR n°5, porté à la connaissance de l'exploitant par le laboratoire CARSO le 21/12/2022 , l'AMR avait alors été révisée le 27 décembre 2022.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Plan d'entretien et de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b
Thème(s) : Risques chroniques, Analyse méthodique des risques
Prescription contrôlée : Les plans d'entretien et de surveillance visent à limiter le risque de prolifération et de dispersion des légionelles via la ou les tours. Ils ont notamment pour objectif de maintenir en permanence la concentration des <i>Legionella pneumophila</i> dans l'eau du circuit à un niveau inférieur à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau. Ces plans concernent l'ensemble de l'installation, en particulier toutes les surfaces de l'installation en contact avec l'eau du circuit où pourrait se développer le biofilm. Ces plans sont mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant. Le plan d'entretien définit les mesures d'entretien préventif de l'installation visant à réduire, voire à supprimer, par des actions mécaniques ou chimiques, le biofilm et les dépôts sur les parois de l'installation et à éliminer, par des procédés chimiques ou physiques, les légionelles libres dans l'eau de l'installation en amont des points de pulvérisation. Pour chaque facteur de risque identifié dans l'AMR, une action est définie pour le gérer. Si le niveau de risque est jugé trop faible pour entraîner une action, l'exploitant le justifie dans l'AMR.

<p>Constats :</p>
<p>Constats</p> <p>L'exploitant a mis en place un plan d'entretien et de surveillance (dernière révision du 27/12/2022) qui décrit les mesures d'entretien préventif à mener sur chacune des TAR.</p> <p>L'exploitant a signé un contrat de suivi et d'accompagnement avec la société VEOLIA WTS qui passe trimestriellement et accompagne téléphoniquement en cas de besoin.</p> <p>Le suivi des interventions (par une entreprise extérieure ou par le personnel du service maintenance en interne) est renseigné sur le logiciel INSIGHT, utilisé depuis un an.</p> <p>Une ronde est effectuée tous les jours ouvrés par le service maintenance au niveau de chaque TAR, au cours de laquelle le technicien doit notamment réaliser/vérifier:</p> <ul style="list-style-type: none"> - la présence de masques FFPP3, - le compteur d'eau de la TAR, - le bon fonctionnement des pompes doseuses des produits biocides et de prévention d'entartrage des TAR, - la présence de produit en volume suffisant et sur bacs de rétention, - l'absence d'eau stagnante et de feuilles mortes au niveau des TAR. <p>Une fois par semaine, le personnel formé réalise notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un prélèvement d'échantillons d'eau d'appoint et d'eau du circuit de chaque TAR, - le suivi des consommations d'eau et de produits, - le suivi du ratio consommation produits de traitement/consommation d'eau. <p>Une fois par mois, un prélèvement est effectué par un laboratoire agréé sur l'eau de chaque TAR pour analyses des légionnelles dont <i>Pneumophila</i> par un laboratoire accrédité.</p> <p>Le plan des actions identifiées dans l'AMR est suivi.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Produits de traitement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 9</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Traitement préventif</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Présence des Fiches de Données de Sécurité pour les produits de traitement utilisés.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté l'ensemble des fiches de sécurité des produits utilisés pour le traitement préventif d'une part (un produit biocide oxydant et un produit inhibiteur d'entartrage, anti-corrosion et dispersant), et pour le traitement en cas de présence de légionnelles (traitement choc) ou lors du nettoyage des TAR (un réactif alcalin pour le nettoyage des circuits, un produit biocide</p>

<p>ou lors du nettoyage des TAR (un réactif alcalin pour le nettoyage des circuits, un produit biocide organique et un produit biocide organique et bio-dispersant), d'autre part.</p> <p>Les FDS des trois produits biocides utilisés identifient bien une utilisation comme agent de contrôle microbiologique/biocide.</p> <p>Par sondage, l'inspection a vérifié les conditions de stockage des produits biocides dans les locaux des TAR n°4 et n°6 et 6 bis: les bidons sont stockés sur rétention mais le nombre de bidons présents conduit à ce que certains d'entre eux ne sont pas complètement positionnés à l'intérieur de la rétention.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il appartient à l'exploitant:</p> <ul style="list-style-type: none"> - de veiller au bon positionnement de l'ensemble des bidons de biocides sans déborder hors de la rétention, - de définir le volume maximum de stockage/volume de la rétention, - de vérifier l'absence d'incompatibilités entre les différents produits utilisés pour les traitements des TAR, stockés au sein d'une même rétention.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 6 : Indicateurs physico-chimiques et microbiologiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Traitement préventif</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans le cadre du plan de surveillance, l'exploitant identifie les indicateurs physico-chimiques et microbiologiques pertinents qui permettent de diagnostiquer les dérives au sein de l'installation, en complément du suivi obligatoire de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> dans l'eau du circuit, dont les modalités sont définies ci-dessous. Pour chaque indicateur, l'exploitant définit des valeurs cibles, des valeurs d'alerte ainsi que des valeurs d'action.</p> <p>Les prélèvements et analyses permettant le suivi de ces indicateurs sont réalisés par l'exploitant selon une fréquence et des modalités qu'il détermine afin d'assurer une gestion efficace du risque de prolifération et de dispersion des légionelles. Toute dérive implique des actions curatives et correctives déterminées par l'exploitant, dont l'efficacité est également suivie par le biais d'indicateurs.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan de surveillance réalisé identifie les indicateurs physico-chimiques et microbiologiques considérés pertinents par l'exploitant qui permettent de diagnostiquer les dérives au sein de l'installation.</p> <p>A partir de ces indicateurs, le plan de surveillance définit notamment:</p> <ul style="list-style-type: none"> - les modalités de traitement chimique régulier à effet permanent ayant une efficacité sur le

<p>biofilm et les légionelles, avec le nom et le dosage des produits biocide ainsi que contre l'entartrage, à introduire dans le circuit d'eau de chaque TAR,</p> <p>- les modalités de traitement en cas de présence de légionelles ou lors des nettoyages, avec le nom et le dosage des produits biocide et de nettoyage des circuits à introduire dans le circuit d'eau de la TAR concernée.</p> <p>Chaque semaine, le prélèvement réalisé sur l'eau de chaque tour par le personnel formé fait l'objet d'analyses sur la concentration en chlore libre, la conductivité, le pH et la température. Le taux de concentration en circuit est également vérifié.</p> <p>Des actions correctives sont prévues en cas de dérives.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Procédures écrites

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b-----26.I.1.c</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Actions en cas de résultats non conformes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chacune des situations de dépassement de concentration en <i>Legionella pneumophila</i> décrite au point II du présent article fait l'objet d'une procédure particulière.</p> <p>-----</p> <p>Les procédures spécifiques suivantes sont également définies par l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - procédure d'arrêt immédiat de la dispersion par la ou les tours (arrêt des ventilateurs, de la production de chaleur ou de l'installation dans son ensemble), dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production ;
<p>Constats :</p> <p>Le document MIX.PR.ENV.07 définit les procédures, avec mode opératoire, concernant les TAR dont celles relatives :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au dépassement du seuil de 100000UFC/L; - au dépassement du seuil de 1000UFC/L; - à la présence de flore interférente. <p>Des logigrammes correspondants sont associés aux procédures.</p> <p>Des consignes sont également rédigées qui définissent les modalités:</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'arrêt d'urgence ou en cas d'avarie, - de mise en marche après un arrêt de courte durée de l'installation, - de mise à l'arrêt prolongé de l'installation, - de mise en marche après un arrêt prolongé de l'installation. <p>Le nettoyage et la désinfection préventive des installations réalisés semestriellement sur une installation à l'arrêt (hors dépassements de seuils légionelles- cf procédures dédiées) fait également l'objet d'une procédure avec description du mode opératoire.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
-
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Obligation de port d'EPI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.VI
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles sur le terrain
Prescription contrôlée :
Un panneau, apposé de manière visible, signale l'obligation du port des EPI, masques notamment.
Constats :
Par sondage, l'inspection a pu vérifier que les indications réglementaires dont le port du masque sont visibles à proximité de l'accès aux TAR n°4, 6 et 6 bis, avant de s'en approcher.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
-
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Emplacement et marquage du point de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.b
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles sur le terrain
Prescription contrôlée :
<p>Le prélèvement est réalisé par un opérateur formé à cet effet sur un point du circuit d'eau de refroidissement où l'eau est représentative du risque de dispersion des légionelles dans l'environnement et hors de toute influence directe de l'eau d'appoint. Pour les circuits où l'eau est en contact avec le process à refroidir, ce point est situé si possible en amont et au plus proche techniquement possible de la dispersion d'eau, soit de préférence sur le collecteur amont qui est le plus représentatif de l'eau dispersée dans un flux d'air.</p> <p>Ce point de prélèvement, repéré sur l'installation par un marquage, est fixé sous la responsabilité de l'exploitant. Il doit permettre la comparaison entre les résultats de plusieurs analyses successives.</p>
Constats :
Par sondage, l'inspection a vérifié que le point de prélèvement de l'eau du circuit de chacune des TAR n°4, 6 et 6 bis est correctement repéré et placé à l'abri dans un local fermé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-

Type de suites proposées : Sans suite